



A l'occasion de leur journée nationale

# Démonstration de force des étudiants

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Insatisfait de sa rencontre avec le ministère de la Justice

### Le Snapo maintient le sit-in des pharmaciens aujourd'hui

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4785 - Lundi 20 mai 2019 - Prix : 10 DA

Page 3

## Film de Mounia Meddour, coproduit par «Machaho» de Hadjadj «Papicha» chaleureusement accueilli à Cannes



Page 3

### L'épouvantail

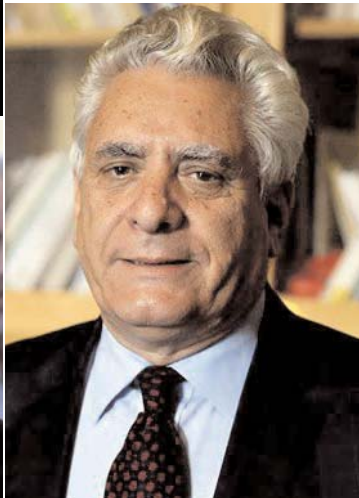
Par Mohamed Habili

**A**vec ce qui reste du premier mandat de Donald Trump, on sait du moins que les Etats-Unis n'envahiront ni l'Irak ni le Venezuela, les deux pays qui jusqu'à récemment encore étaient les plus exposés à connaître un sort similaire à celui de l'Irak en 2003. Pour l'un comme pour l'autre pourtant, il a bien semblé ces derniers temps qu'ils étaient à deux doigts d'une opération d'envergure de l'armée américaine, à l'encontre de l'idée commune que Donald Trump n'était pas le genre de président à engager son pays dans une nouvelle guerre à l'étranger. Il a fallu la tentative de putsch ratée au Venezuela, que le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, et le conseiller à la sécurité John Bolton, la personification même de la politique de la canonnnière, n'ont pas peu encouragée et en temps réel, pour que la preuve soit faite une fois de plus que si le régime chaviste devait néanmoins tomber, ce ne serait pas par suite d'une expédition américaine à l'ancienne. De même qu'il a fallu l'envoi d'un important renfort militaire au Moyen-Orient, constitué d'un porte-avions et des redoutables B52, sans que pour autant il ne se produise rien, pour que les partisans régionaux d'une guerre immédiate contre l'Irak soient certains que ce n'est décidément pas ainsi que l'entend le locataire actuel de la Maison-Blanche. On se demande dans ces conditions pourquoi un président aussi peu porté à l'emploi des armes se soit donné pour collaborateur quelqu'un qui sous ce rapport est son exact opposé.

Suite en page 3

### Appel de Taleb Ibrahim, Ali Yahia et Benyelles

# Réactions positives des politiques et de la société civile



Phs/D. R.

L'appel en vue d'«ouvrir un dialogue franc» avec les représentants du hirak, émanant de trois personnalités (Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdenour et Rachid Benyelles) adressé à l'état-major de l'ANP et demandant sur la lancée un report des élections, a suscité de nombreuses réactions positives de la part de la classe politique et de la société civile. Cet accueil favorable annonce-t-il le début de la solution «consensuelle» à la crise ?

Lire page 2

Angem

## Les bénéficiaires peuvent désormais contracter un nouveau crédit

Page 24

Vente dans la rue de kalb-el-louz et charbate

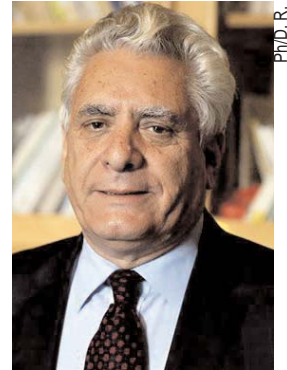
## Les citoyens méprisent les conditions d'hygiène déplorables

Page 3

Appel de Taleb Ibrahim, Ali Yahia et Benyelles

# Réactions positives des politiques et de la société civile

■ L'appel en vue d'«ouvrir un dialogue franc» avec les représentants du hirak, émanant de trois personnalités (Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdenour et Rachid Benyelles) adressé à l'état-major de l'ANP et demandant sur la lancée un report des élections, a suscité de nombreuses réactions positives de la part de la classe politique et de la société civile. Cet accueil favorable annonce-t-il le début de la solution «consensuelle» à la crise ?



Par Samia Mohamedi

Pour le président de Jil jadid, Soufiane Djilali, fervent opposant, «après que toutes les parties aient dit ce qu'elles avaient à dire, il est temps qu'un contact soit établi dans le cadre de ce que veut le peuple pour aller vers une solution finale». Aujourd'hui, estime-t-il dans une vidéo postée sur sa page Facebook, «l'institution militaire est au-devant de la scène et a entre les mains les clefs de la République». Pour Soufiane Djilali, ex-coordonateur du mouvement Mouwatana, l'ANP «doit accompagner le peuple pour concrétiser les solutions proposées». Soufiane Djilali estime dans le même sillage que «la société politique, partis, syndicats, universitaires, personnalités, doivent s'engager pour que chacun parle avec l'autre aux fins de présenter des solutions au pouvoir, lequel doit répondre aux revendications du peuple». L'ex-candidat à l'élection présidentielle de 2014, et président de Talaa

El Hourriyet, Ali Benflis abonde dans le même sens. «La gravité de la crise de régime actuelle autant que l'urgence de son règlement exigent la contribution de toutes les forces patriotiques soucieuses d'éviter à l'Etat national un surcroît de fragilité et au pays davantage d'instabilité et d'incertitude», estime Benflis dans un communiqué rendu public. «L'appel pour un règlement consensuel de la crise lancé par Ahmed Taleb Ibrahim, Ali Yahia Abdenour et Rachid Benyelles s'inscrit clairement dans cette perspective», juge-t-il, estimant que ces personnes «comptent parmi les autorités morales de notre pays» et leur passé «parle pour eux et témoigne des services éminents rendus à la Nation. Leur parcours est fait de devoirs qu'ils ont toujours assumés et de sacrifices qu'ils n'ont jamais hésité à consentir». Pour Benflis, «leur appel mérite l'écoute attentive et

la réflexion sereine», car «il définit le cadre d'un règlement de la crise qui reste à notre portée, et indique, avec sagesse et lucidité, la voie à emprunter pour parvenir à un règlement rapide et définitif de la crise actuelle». Cette voie «est la plus sûre et la moins coûteuse pour notre pays», souligne encore Ali Benflis. Le Front des forces socialistes qui n'a pas réagi «directement» à l'appel, a néanmoins évoqué hier la question dans un «Appel aux forces vives de l'alternative démocratique», rendu public hier. «L'initiative politique est à portée de mains pourvu que les bonnes volontés s'affichent et les organisations politiques, sociales, syndicales et personnalités nationales indépendantes se décident enfin à prendre le train de l'histoire dans le bon qui et dans le bon sens», écrit le FFS qui plaide pour «la tenue d'une conférence nationale de concertation et de dialogue regroupant les forces

vives du changement démocratique dans des délais raisonnables». Le FFS assure d'ailleurs à qu'il «n'épargnera aucun effort afin de faire aboutir toute initiative politique capable de nous inscrire dans un vrai processus démocratique de transition, protégé et garanti par l'institution militaire sans que celle-ci ne s'interfère dans ses tenants et aboutissants». L'une des figures marquantes du mouvement populaire, l'avocat Mustapha Bouchachi a pour sa part, qualifié de positive l'initiative. «Elle va dans le sens des revendications du hirak, de la classe politique et de la société civile, celles d'aller vers une période de transition», a-t-il déclaré à la chaîne El Djazairia. Le président du parti El Adala, Abdallah Djaballah a estimé dans une déclaration à TSA que le devoir aujourd'hui impose de trouver une solution à la crise politique actuelle. «Au sein du Forces du changement, nous

avons abordé toutes ces questions et appelé l'institution militaire à aider à la concrétisation de la solution qui répond à ce que le peuple exige. Pour cela, il faut passer par le dialogue», a-t-il plaidé. En revanche, certains comme le RCD émettent des réserves. Mohcine Belabbes, président de cette formation, s'interroge : «Est-ce que les militaires peuvent dialoguer directement avec l'opposition ?», avant d'estimer que «légalement, ils n'ont pas le droit de le faire». «L'une des demandes de l'opposition est que les militaires s'occupent des questions sécuritaires. Cela dit, il y a un moyen de trouver des canaux pour entamer un dialogue», dit-il avant de tempérer son propos. «Les militaires peuvent être représentés par des civils. Tôt ou tard, il faudra dialoguer». En somme, tous sont favorables au dialogue.

S. M.

A l'occasion de leur journée nationale

## Démonstration de force des étudiants

Des milliers d'étudiants ont manifesté hier dans les rues d'Alger pour célébrer le 19 mai, leur journée nationale, et pour réclamer le changement. La célébration de la Journée nationale de l'étudiant, coïncidant avec le 63<sup>e</sup> anniversaire de la grève des étudiants et lycéens du 19 mai 1956, intervient cette année dans un contexte marqué par la forte mobilisation des étudiants pour réclamer un changement politique dans le pays. La mobilisation était forte malgré les aléas du jeûne. Ils continuent à exprimer leur rejet de la présidentielle du 4 juillet et réclamer la liberté et la justice. Empêchés de se rassembler devant la Grande Poste, les étudiants ont commencé à se rassembler vers 10h devant la faculté centrale pour célébrer leur journée nationale. Banderoles déployées, drapeaux de la faculté centrale pour célébrer leur journée nationale. Banderoles déployées, drapeaux de la faculté centrale pour célébrer leur journée nationale, scandant des slogans contre le pouvoir en place. Sur leurs affiches on pourrait lire : «Journée nationale de l'étudiant

19 mai 1956, système colonial dégage, 19 mai 2019, système mafieux dégage». Ils ont également entonné en chœur des chants patriotiques tels que «Watani watani ghali thamani...». «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au démantèlement de la bande», chantaient les manifestants, soulignant que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système. Vers 11h, les étudiants descendent l'avenue Pasteur et se dirigent vers la rue Ben M'hidi. Arrivés à la place Emir Abdelkader, ils empruntent la rue Tanger pour atteindre le tribunal de Sidi M'hamed vers 11h30. Devant le tribunal, les étudiants ont réclamé l'indépendance de la justice. «Le peuple veut une justice indépendante», scandaient les manifestants. Le boulevard Zighout Youcef est barricadé par la police pour les empêcher d'atteindre l'APN. A leur retour du tribunal, les étudiants se heurtent au cordon sécuritaire dressé au boulevard Mustapha Ben Boulaïd, les empêchant d'atteindre une nou-

velle fois la Grande Poste. Plus que jamais déterminés, ils ont réussi à franchir le cordon policier. La police a même utilisé la force, mais en vain. Ils scandaient en réponse à la répression de la police : «Nous sommes des étudiants, pas des terroristes». Le cortège reprend ensuite la rue Ben M'hidi et se retrouve à l'avenue Pasteur où un autre cordon policier les attendait. Les étudiants se sont dirigés vers la Fac centrale et ont marqué une halte. Vers 13h, contrairement aux marches passées, les étudiants ont continué à manifester dans le centre-ville. Après le tribunal et la rue Ben M'hidi, ils ont sillonné la rue Didouche Mourad et la Place Audin. Vu le nombre impressionnant des participants à la marche pacifique, la manifestation des étudiants a provoqué un embouteillage monstre au niveau de tous les accès au centre-ville. Comme à chaque manifestation, les étudiants ont maintenu la même dynamique et les mêmes revendications : rejet de la présidentielle du 4 juillet,

demande d'une transition démocratique et surtout le départ des symboles du régime. Ils chantaient en chœur : «Etudiants, étudiants, nous venons enlever la bande» (Talaba, Talaba, djina nahwi al isaba). «Makanch inti-khabat maa l'issabat» (Il n'y aura pas d'élections avec les gangs au pouvoir), «Dégagez tous». «Rien ne nous arrêtera», indiquent les étudiants. «Echaab yourid yefnahaw ga3» (le peuple réclame le départ de toutes les figures du système), scandent un étudiant. Il faut dire que des centaines de citoyens de tout âge ont pris part à la marche. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas du pays pour célébrer la journée nationale de l'Etudiant. Ce mouvement pacifique des étudiants illustre bien le degré de leur maturité politique et de leur sens patriotique comme ils l'ont toujours prouvé pendant la guerre de Libération et après l'indépendance.

Louiza Ait Ramdane

### Visite de travail et d'inspection Gaïd Salah à Ouargla depuis hier

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectue, depuis hier, une visite de travail et d'inspection à la 4<sup>e</sup> Région militaire à Ouargla, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Le général de corps d'Armée procédera, lors de cette visite, à la supervision des tirs de contrôle, conformément à la directive opérationnelle», précise le même source. Il présidera également «des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 4<sup>e</sup> Région militaire», ajoute le MDN.

APS

Insatisfait de sa rencontre avec le ministère de la Justice

# Le Snapo maintient le sit-in des pharmaciens aujourd'hui

■ Trois heures de discussions sur les problèmes fondamentaux de la corporation ont abouti à des promesses. Chose qui n'a pas été à la hauteur des attentes du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo). Déçu de cette rencontre avec le ministère de la Justice, le syndicat décide du maintien de son sit-in annoncé pour aujourd'hui.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, Abdelhak Zefizef, vice-président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), informant d'une rencontre tenue avant-hier entre le Snapo et le secrétaire général du ministère de la Justice, dira qu'après trois heures et demie de discussions, «seules des promesses de reprise éventuelle des travaux et réunions ont été données (par le ministère de la Justice), sans échéance précise ni garantie, pour l'aboutissement des revendications exprimées».

Aussi, poursuivra-t-il, «après la consultation de la base de notre syndicat, il a été décidé de maintenir les actions programmées en temps et lieu, nous restons sur des revendications justes et professionnelles».

Soulignant que «motivés juste par l'amour de notre profession et la préservation de nos droits et de notre dignité», Abdelhak Zefizef, affirmera que «nous resterons toujours pharmaciens, et s'il n'y a pas de changement tel que nous le revendiquons sur le plan réglementaire, nous serons toujours de plus en plus menacés et nos principes et nos convictions sont plus forts».

«Notre force d'exister en tant que pharmaciens «fiers» est plus forte, notre volonté de préserver notre syndicat, son autonomie, et son indépendance. C'est cette attitude qui a toujours préservé le Snapo», ajoutera-t-il.

Par ailleurs, évoquant le déroulement de «cette rencontre tant attendue avec le ministère de la Justice» entamée avant-hier à 15 heures avec des membres du bureau national du



Snapo, il dira que le volet de la prise en charge des psychotropes a été abordé sous toutes ses formes. Il s'agit en l'occurrence, expliquera-t-il, de la réglementation en vigueur ainsi que ses projets d'amendement et de mise à jour (révision de la loi 04-18, et publication des tableaux au «JO», projet de décret sur la gestion technique de ces produits), de la question des procédures, enquêtes et poursuites. De ce fait, sur ce point principalement, notre interlocuteur nous dira que «des remarques et pro-

positions ont été émises» ainsi que la «demande de l'adoption de mesures urgentes visant à protéger les pharmaciens et à préserver leurs droits (perquisitions, expertises, comparution directe, etc...)». Enfin, conclura Abdelhak Zefizef, le sujet des «recours des pharmaciens se trouvant en détention» a également été abordé durant cette réunion bilatérale de plus de trois heures mais «vaines malheureusement».

Pour rappel, la semaine dernière, le Syndicat national algé-

rien des pharmaciens d'officine appelant le ministre de la Justice à la promulgation de la nouvelle loi régissant et surtout protégeant les pharmaciens dans la vente des psychotropes, a annoncé un sit-in pour le 20 mai devant le ministère de la Justice. «Le Snapo compte recourir à l'organisation, le 20 mai, d'une journée de protestation devant le ministère de la Justice, puis à une grève le 29 du même mois et, enfin, à l'abandon définitif de la vente de psychotropes», avait-il prévenu. **L. N.**

## LA QUESTION DU JOUR

### L'épouvantail

Suite de la page une

**D**ans le cas du Venezuela comme de l'Iran on a vu John Bolton entrer quasiment en transe, se multipliant sur les écrans de télévision, s'exprimant, s'agitant plutôt comme un forcené ou comme un pantin qui se voyait obtenir ce qu'il avait tant voulu : la guerre à outrance contre deux contempteurs des Etats-Unis. On peut trouver deux explications à ce mystère. L'une, c'est que Trump avait besoin dans son administration de quelqu'un qui justement fait le mieux ressortir son manque d'appétit pour la guerre, son côté sympathique, son bon profil. Dans ce rôle de « perfect foil », force est de reconnaître qu'il n'a pas commis d'erreur de casting en se réservant les services de ce personnage à ce point unidimensionnel qu'il en est de comédie qu'est John Bolton. Il suffit de le savoir en poste pour se demander quelle guerre est donc en préparation. Il est impropre à autre chose. Son but dans l'existence semble d'en provoquer le plus possible. Rien de mieux que la vilénie d'Iago pour donner à voir dans tout son relief tragique la naïveté d'Othello. L'autre explication, et qui n'est pas en contradiction avec la première, c'est que John Bolton n'est pas seulement là pour servir de faire-valoir à Trump, mais pour tenir lieu d'arme de dissuasion. Il est à lui seul une arme de destruction massive, une bombe atomique. A ce titre, il a été l'équivalent de l'armada envoyée dans les eaux du Golfe. Sans lui, ses imprécations et sa gueule de l'emploi, il se peut même que les Iraniens n'aient pas pris au sérieux le message, qu'ils aient cru par exemple à un exercice de routine de la marine américaine maquillé en menace d'intervention. Peut-être même qu'ils en auraient ri. La présence de Bolton à la Maison-Blanche n'est pas une incitation à la rigolade. Rien que pour cela il est utile. C'est l'épouvantail dont a besoin le propriétaire d'un champ pour ne pas avoir à tirer sur les petits oiseaux.

M. H.

Vente dans la rue de kalb-el-louz et charbate

## Les citoyens méprisent les conditions d'hygiène déplorables

**E**xposés au soleil durant des heures, posés à même le sol, livrés à la poussière et autres gaz d'échappement, les divers gâteaux notamment orientaux (zlabia et kalb-el-louz) ainsi que le fameux jus de citron «charbate» se vendent comme des petits pains quotidiennement.

Depuis le début du mois de ramadhan, les différentes rues de la capitale grouillent de vendeurs installant leur étals sans autorisation. En effet, en dépit des mises en garde des services du Commerce à la veille du mois de ramadhan quant à l'exercice de certaines activités commerciales sans autorisation, les lieux de vente prolifèrent. A Alger, depuis le début du mois sacré, des étals et échoppes proposant

à la vente divers gâteaux, notamment orientaux (zlabia et kalb-el-louz) se multiplient. Au niveau de Kouba, Staoueli, Zéralda, Ain Benian... par exemple, les boulevards sont pris d'assaut par les marchands de ces gâteaux. Des dizaines de vendeurs installent quotidiennement des étals de fortune et proposent zlabia et keb-el-louz ainsi que des jus «charbate» aux passants. Pis encore, de nombreux commerces spécialisés dans la vente de ces gâteaux ont vu le jour. Certains ont carrément laissé tomber leur activité initiale pour s'adonner à la vente de ces pâtisseries orientales, une activité plus juteuse durant ce mois sacré. Les lieux grouillent de monde et surtout d'intervenants dans l'informel.

Kalb-el-louz, zlabia, diverses variétés de pains faits maison, feuilles de briques, herbes aromatiques (plus communément appelés h'chich), jus et autres encore... sont autant de produits qui sont proposés à la vente. Mais la majorité de ces produits de consommation et en particulier kalb-el-louz sont exposés dans des conditions d'hygiène déplorables car livrés à la poussière et autres gaz d'échappement. Ce qui représente un vrai danger sur la santé des consommateurs. En effet, plusieurs cas d'intoxications ont été enregistrés depuis le début du mois sacré. Chaque jour, au moment de la rupture du jeûne, des cas de malaises abdominaux, de déshydratation chez des personnes âgées, des jeunes ou

encore des intoxications alimentaires suite aux mauvais choix des produits alimentaires achetés sont enregistrés. Le manque de règles simples d'hygiène de vie, fait ainsi subir à l'organisme de dures épreuves. La majorité des personnes intoxiquées confient avoir bu le jus de citron «charbate» acheté chez ces commerçants de rue. Pour revenir aux commerces installés ici et là et s'adonnant à la confection des pâtisseries orientales, en plus du manque d'hygiène qui y est flagrant, la plupart des tenanciers ne maîtrisent pas cette activité et surtout le processus de confection de ces gâteaux. Il est utile de signaler que l'exercice de cette activité est soumis à une autorisation des services de la direction du

commerce. Des autorisations qui sont délivrées au comptegouttes. Chaque ramadhan, seul un commerçant sur dix dispose d'une autorisation d'exercice de cette activité. Les autres le font illégalement. Même cas au niveau des autres villes des différentes wilayas du pays où cette activité réglementée prolifère. Mais le plus absurde dans cette situation, c'est l'absence des services chargés du contrôle de ces activités, lesquels disposent de brigades et de programmes de contrôle mis en place spécialement pour le mois de ramadhan par le ministère du Commerce.

Thinhinene Khouchi

Situation politique

# Le FFS appelle à une «conférence nationale de concertation et de dialogue»

■ Le Front des forces socialistes (FFS) a appelé, hier, à la tenue d'une «conférence nationale de concertation et de dialogue» regroupant les forces vives du changement démocratique dans des «délais raisonnables».

Par Aymen H.

Cette rencontre «servira d'assise et de rampe de lancement à un vrai pacte politique consensuel qui définira par la suite les contours du processus de transition démocratique dans le pays», a précisé le parti dans une déclaration signée par son premier secrétaire national, Hakim Belahcel.

«Soucieux de l'impératif du succès de cette initiative de rapprochement politique et conscient de sa portée sur le

## Iftar Ramadhan à Constantine et Oran Ooredoo partage l'ambiance du ramadhan avec ses employés

OOREDOO saisit l'occasion du Ramadhan pour partager avec ses employés l'ambiance de ce mois sacré en les conviant à des iftars et des soirées conviviales. Fidèle à cette louable tradition, Ooredoo a organisé des iftars en l'honneur des cadres et de ses employés, le 13 mai à Constantine pour la région Est et le 14 mai à Oran pour la région Ouest, et ce, en présence du Directeur général de Ooredoo, M. Abdullatif Hamad Dafallah et de l'ensemble de l'encadrement de l'entreprise. Ces rencontres ont été l'occasion pour le Directeur général de présenter ses vœux aux employés à l'occasion du Ramadhan et pour saluer leur dévouement et leur engagement qui ont permis à l'entreprise de maintenir sa position dans le marché national de la téléphonie mobile.

Lors de ses échanges avec les employés des différents départements et services de l'entreprise, M. Dafallah a réaffirmé la nécessité de poursuivre les efforts afin de continuer à offrir aux clients des services modernes et de qualité partout en Algérie. Il soulignera, à ce propos, le rôle prépondérant des directions régionales dans la mise en œuvre de la stratégie de développement de Ooredoo. Une troisième rencontre avec les employés de la région Centre est également prévue à Alger.

Faisant de la proximité avec ses employés l'une de ses principales valeurs, Ooredoo met l'épanouissement professionnel de sa ressource humaine au cœur de sa stratégie de développement.

Communiqué



devenir du pays», le FFS propose que cette première rencontre se tienne «sans préalables et sans conditions».

Le parti qui note «avec beaucoup de fierté et de satisfaction» la «pleine effervescence» dans laquelle se trouve l'opposition «sous toutes ses formes», estime

que «cette nouvelle dynamique peut être que bénéfique et salvatrice pour accompagner le peuple dans sa révolution pacifique contre l'ordre établi».

Pour le FFS, la multiplication des initiatives politiques de sortie de crise «traduit parfaitement la volonté de ces acteurs politiques

et sociaux à contribuer efficacement et sincèrement à l'édification d'une nouvelle République qui prendra en charge les attentes et les aspirations légitimes du peuple algérien». A cet égard, le FFS assure qu'il demeure «réceptif et attentif» à l'évolution de ces propositions

de sortie de crise émanant de l'opposition et affirme son «entière disponibilité» à les discuter et à les débattre dans un cadre «approprié et favorable à l'émergence d'une issue consensuelle et adaptée à la crise multidimensionnelle qui mine l'avenir de la nation». A. H./APS

## Saison estivale

### Campagne de la Protection civile sur la prévention des risques

La Direction générale de la Protection civile organise, à partir d'aujourd'hui, une campagne d'information et de sensibilisation à l'intention des citoyens, destinée à la prévention des risques durant la saison estivale, indique un communiqué de ce corps. Les risques concernés par cette campagne sont relatifs aux dangers de lamer, la baignade dans les réserves d'eau, les barrages et les retenues d'eau, la

prévention des feux de forêt et récoltes, l'envenimation scorpioïque et les intoxications alimentaires, précise-t-on de même source. Un programme «riche et diversifié» sera mis en œuvre au niveau de l'ensemble des unités de la Protection civile à travers le territoire national, en vue d'assurer une «diffusion large» des consignes de sécurité et parvenir à «inclure aux citoyens la culture du risque», afin de

réduire le nombre d'accidents et les pertes en vies humaines. Les activités de sensibilisation de proximité cibleront les localités enclavées au moyen de caravanes qui activeront pendant toute la saison estivale au niveau des plages et des massifs forestiers, note le communiqué. Concernant la baignade dans les réserves d'eau, «un phénomène qui ne cesse de se

généraliser à travers le territoire national non sans provoquer des dizaines de morts annuellement», la Direction générale de la Protection civile organisera une caravane d'information sur les dangers de la baignade dans les barrages et autres réserves d'eau qui «n'offrent aucunement les conditions de sécurité à cause de l'importance de la vase qui s'y dépose». Fatah G.

## Kherrata

### Les travailleurs de Semoulerie Soummam en grève

Les travailleurs de l'unité de production «Semoulerie des moulins de la Soummam», basée dans la commune Kherrata, ont observé une grève mercredi et jeudi matin, protestant contre la réduction des quantités de blé dur livrées par l'organisme en charge de la distribution des céréales. La quantité de céréales acheminée habituellement à ces moulins est de 1 000 qx/j, alors qu'aujourd'hui elle est seulement de 500 qx/j, soit la moitié. Selon des syndicalistes et travailleurs, la réduction

du quota va porter inévitablement préjudice à la rentabilité de l'unité et impactera sur les salaires des 67 travailleurs qui craignent un plan de social et de restructuration. Une réunion, présidée par le chef de cabinet du wali, s'est tenue au siège de la wilaya de Béjaïa le 15 mai dernier. Au cours de cette rencontre, les représentants des travailleurs ont exposé leurs doléances, notamment le retour aux anciens quotas afin de préserver les salaires des travailleurs. Une autre séance de travail a eu lieu

le lendemain, soit jeudi, au siège de la Semoulerie avec le P-DG du groupe «Semoulerie des moulins de la Soummam». Les mêmes préoccupations ont été mises en avant par les travailleurs qui ont exprimé leur angoisse quant à l'avenir de l'unité. Des assurances leur ont été données et que des démarches seront entreprises auprès des parties concernées, ce qui leur a permis de mettre fin à leur mouvement de grève et de reprendre le travail l'après-midi du 16 mai. Mais ils menacent de

revenir à la charge si leur principale revendication n'est pas prise en charge d'ici la fin du mois. Pour rappel, la minoterie a débuté son activité en 1890 et a été renouvelée en 1994. Ses capacités de trituration et de stockage sont de 1 000 qx/j et 8 000 qx/j et des produits finis de 3 500 qx/j. En matière de commercialisation de ces produits, elle dispose de 5 points de vente pour consommateurs, dont 3 à Kherrata et 2 à Amoucha.

Hocine Cherfa

## En juillet prochain à Alger

### Stage pour 70 nouveaux enseignants de tamazight

Un stage de formation au profit de 70 nouveaux enseignants de la langue amazighe des wilayas du Centre aura lieu du 10 au 14 juillet à Alger, a indiqué à Batna le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité, Si Hicham Assad. Le stage

axé sur la didactique de la langue amazighe et certains problèmes rencontrés sur le terrain, sera encadré par des universitaires et cadres du HCA, a précisé samedi soir Si Hicham Assad, en marge de la présentation au théâtre régional de Batna de la

pièce «Tidak na fa» (les vérités de NaFatma) de la troupe «Théâtre du renouveau amazigh». Le stage coïncidera avec la sortie de la 1<sup>re</sup> promotion de 40 enseignants de la langue amazighe pour le primaire de l'Ecole normale supérieure de Bouzaréah

(Alger) et vise à les familiariser avec des éléments de didactique pratique, selon la même source qui a rappelé qu'en 2018 un stage similaire a été organisé à Ain Témouchent au profit de 270 enseignants de tamazight des wilayas de l'Ouest. O. N.

## Assurance

## Hausse de 4,4% du chiffre d'affaires de la SAA

■ La Société nationale d'assurances (SAA) a réalisé un chiffre d'affaires de 27,7 milliards de DA en 2018, en hausse de 4,4% par rapport à 2017, a indiqué dimanche son P-dg, Nacer Sais.

Par Salem B.

«**C'**est une performance importante, puisque notre croissance du chiffre d'affaires représente le double de la croissance du marché, estimé à 2%-2,5%. Nous avons enregistré un bond qualitatif et quantitatif par rapport à 2017», a-t-il commenté lors d'une conférence de presse. En plus, la croissance enregistrée est tirée notamment par les branches hors automobile, qui ont évolué de 11%, s'est-il réjoui, en mettant en avant les efforts déployés pour diversifier le portefeuille de la société qui détient une part de marché de 22%. Toutes les branches ont contribué, selon lui, dans cette performance. La branche automobile a cru de 2% en 2018, soit un chiffre d'affaires additionnel de 400 millions de DA par rapport à 2017. La SAA couvre à elle seule 30% de cette branche sur le marché. La branche IARD (incendie, accidents et risques divers) a enregistré une évolution de 9% chez cet assureur public en 2018, les assurances agricoles ont évolué de 25% et les assurances transports de 20%. Pour les indemnités des sinistres, la SAA a versé 16 milliards de DA d'indemnités en 2018 (contre 15,5 mds de DA en 2017), soit plus de

40% des règlements du marché. La société a enregistré 338 000 nouvelles déclarations de sinistres en 2018. M. Sais a fait remarquer que la fréquence des sinistres automobiles a nettement baissé en 2018. Cela n'a pas pour autant fait baisser le montant des règlements en raison de la hausse des prix de la pièce de rechange sur le marché, a-t-il souligné. Pour le premier trimestre de 2019, la société a enregistré une forte croissance, estimée à 7%-8%, selon les chiffres provisoires avancés par le même responsable. «Mais il est difficile d'anticiper sur les résultats de l'année», a-t-il dit. En 2018, le marché des assurances a enregistré un chiffre d'affaires de 142,5 milliards de DA, en hausse de 2% par rapport à 2017 avec une progression de 3,22% à 126 mds de DA de l'assurance dommage et une baisse de 11% des assurances de personnes (AP), selon le bilan provisoire avancé par M. Sais. La baisse des AP est principalement due à la baisse de l'assurance voyage, engendrée par la chute du nombre des visas accordés aux Algériens en 2018, a-t-il expliqué.

Le chiffre d'affaires des acceptations internationales (réassurance) a, quant à lui, évolué de 16% pour atteindre 4,4 mds de DA en 2018.



### Mise en place de nouvelles garanties

Soulignant la baisse continue du chiffre d'affaires de l'assurance tous-risques, en raison notamment de sa cherté, le responsable a indiqué que la

SAA a réussi à compenser cette contre-performance en multipliant ses offres et en les diversifiant davantage. En introduisant, en 2017, une assurance «de substitution» à la tous-risques, baptisée la «tous-risques limitée», à côté d'autres nouvelles assu-

rances, la compagnie a pu compenser le manque à gagner en termes de chiffres d'affaires. L'autre garantie introduite récemment par la société est «l'assistance à l'international» qui permet la prise en charge du véhicule du client à l'étranger. La société a également lancé la garantie «Top réparateur» qui offre aux clients une assistance lors d'un accident. La voiture du client est alors transportée à l'atelier du constructeur automobile pour réparation, avec la garantie d'utilisation de pièces de rechange d'origine. Une convention a été signée, dans ce sens, en septembre 2018, avec le constructeur Renault Algérie en attendant la signature d'une deuxième convention entre la SAA et Peugeot Algérie. Les garanties «grandes émeutes et mouvements populaires» et «événements naturels» ont été également introduites récemment dans la branche automobile. En outre, la SAA vient de signer avec son partenaire social un protocole d'accord portant sur la création d'une filiale de sécurité et de gardiennage, une démarche qui entre dans le cadre de la stratégie de l'entreprise qui vise à se recentrer sur son activité principale, à savoir l'assurance, a fait savoir son P-dg. **S. B./APS**

## Commerce

## Plus de 10 000 tonnes d'importations bloquées aux frontières

Le contrôle aux frontières, effectué par le ministère du Commerce, a permis de bloquer plus de 10 000 tonnes d'importations durant le premier trimestre 2019 sur près de 5 millions de tonnes d'importations contrôlées, a indiqué un haut responsable au ministère. Les inspections aux frontières du ministère ont bloqué 10 366,46 tonnes (t) d'importations pour non-conformité durant le premier trimestre 2019, pour une valeur de 2,43 milliards de DA (mds DA) contre 12 710,11 t durant le même trimestre en 2018, pour une valeur de 4,13 mds de DA, soit une baisse de 22,6% en quantités et de 70% en valeur, selon Abderrahmane Benhazil, directeur

général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère. Le responsable intervenait lors d'une rencontre nationale des chefs d'Inspection aux frontières, tenue à Alger sous la présidence du ministre du Commerce. Ces importations représentent 191 cargaisons, contre 236 cargaisons durant le premier trimestre de 2018, a précisé M. Benhazil. Ces marchandises ont été décelées sur une quantité globale de 4,86 millions de tonnes et une valeur de 519,52 mds de DA d'importations contrôlées au premier trimestre 2019, contre 9,26 millions de tonnes pour une valeur de 466,498 mds de DA durant la même période en 2018.

Au cours des trois premiers mois de 2019, le contrôle aux frontières a porté sur 20 290 cargaisons contre 16 699 cargaisons en 2018 (+17,7%). Ce contrôle a permis de transmettre à la justice 99 dossiers en trois mois (contre 122 dossiers durant les trois premiers mois de 2018). En 2018, sur 26,16 millions de t pour 1 976,5 mds de DA d'importations contrôlées aux frontières (30,25 millions t pour 6 694,7 mds de DA en 2017), le ministère a transmis aux parquets 483 dossiers d'importateurs (595 dossiers en 2017) pour non-conformité à la qualité, selon le même responsable. Le contrôle de la conformité des produits importés, qui s'effectue avant leur

dédouanement, s'exerce au niveau de 35 points de contrôle via les postes frontaliers terrestres, maritimes, aériens et les zones et entrepôts sous douane à travers le pays. Les produits concernés par le contrôle de la conformité aux frontières sont les produits agroalimentaires (matières premières ou produits finis) quelle que soit leur destination ou leurs importateurs, les produits industriels destinés à la revente en l'état (matières premières ou produits finis) ainsi que certains produits repris dans la nouvelle version du tarif douanier à 10 chiffres, entrée en application depuis le 18 septembre 2016. **Salem K.**

## Vietnam/Sidérurgie

## Des résultats décevants au premier trimestre 2019

Les entreprises vietnamiennes du secteur de la sidérurgie cotées en bourse ont fait état de résultats décevants au premier trimestre 2019 qu'elles ont attribué au coût élevé du capital, malgré la forte croissance du marché intérieur, selon la Vietnam Steel Association (VSA). «Les aciéristes nationaux ont produit 5,07 millions de tonnes au cours des quatre

premiers mois de l'année, enregistrant une croissance de 37% par rapport à l'année précédente. La consommation d'acier a également augmenté de 29% pour atteindre près de cinq millions de tonnes», a indiqué la VSA. Fin mars, sept des 11 entreprises sidérurgiques cotées en bourse ont affiché des revenus supérieurs à ceux de la même période

de l'année précédente, selon la VSA, précisant que l'entreprise SMC a enregistré la plus forte croissance avec 27% à 178,3 millions de dollars au cours des trois premiers mois, grâce à une augmentation de 25% du volume des ventes. Les groupes Hoa Phat (HPG) et Hoa Sen (HSG), les deux plus grands producteurs d'acier en termes de valeur marchande,

ont enregistré une hausse de 15% et 12% respectivement, avec un chiffre d'affaires de 643,8 millions de dollars pour la première et 330,5 millions de dollars pour la seconde. La VSA a souligné que malgré ses résultats, le prix des matières premières a considérablement augmenté, tandis que celui des produits en acier n'a pas beaucoup évolué plombant ainsi

les performances des entreprises du secteur pour 2019. L'association professionnelle a souligné que la plupart des entreprises sidérurgiques ont fixé des objectifs de rentabilité inférieurs à ceux de l'année dernière avec un bénéfice avant impôts de moins 33,5% pour le groupe Hoa Phat et -12% pour l'entreprise Pomina.

**Agences**

## Egypte

## Le FMI débloque 2 milliards de dollars au profit de l'économie

Le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué, vendredi, au profit de l'Égypte la 5<sup>e</sup> et dernière tranche du programme de réforme économique de ce pays de la région MENA, d'une valeur de 2 milliards de dollars

(MMUSD) d'un prêt de 12 MMUSD, a annoncé l'institution financière internationale dans un communiqué. En novembre 2016, les autorités égyptiennes et le FMI étaient parvenus à un accord de prêt de 12 MMUSD

réparti sur trois ans et portant sur de grandes réformes, notamment une réduction des dépenses de consommation et une augmentation des impôts. Une équipe d'experts du FMI s'est rendue en Égypte du 5 au

16 mai pour le cinquième et dernier examen du programme de la réforme économique du pays, soutenu par un accord de trois ans au titre de la «Facilité élargie de crédit» (FEC). A l'issue de cette révision, l'Égypte encaisse-

ra 1 432,76 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit environ 2 MMUSD, ce qui porte le montant total décaissé au titre du programme à 12 milliards de dollars.

**R. E.**

## Mostaganem

## Hausse sensible de la production d'agrumes

■ Une légère hausse de la production de différents types d'agrumes estimée à 3% a été enregistrée cette saison agricole 2018-2019 dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles de la wilaya.

Par Anissa H.

Le chef du bureau irrigation de la DSA, Miloud Bououfa, a indiqué que pour cette saison agricole la production d'agrumes de différents types a atteint les 1,330 million de quintaux, avec une légère hausse par rapport à la saison agricole écoulée au cours de laquelle la production était de l'ordre de 1,290 million quintaux. Cette année, la production des différents types d'oranges a été de 443 000 qx pour l'orange, dite Washington Navale, de 375 000 qx pour la Thomson Navale, de 191 000 qx pour la Clémentine et de 82.000 qx pour la Sanguine. La culture

des oranges est localisé dans les communes de Bouguiret, Hassi Mameche, Mesra, Kheiredine et Touahria (plateau de Mostaganem). Le rendement a été entre 286 qx et 306 qx par hectare en fonction des zones. Au cours de la même campagne, quelque 70 000 quintaux de citrons ont été récoltés avec un rendement de 280 qx par hectare sur les 250 ha réservés à cette culture. Cette abondance de production a permis une baisse des prix au cours de l'année. Certains types d'oranges ont été proposés sur les marchés locaux entre 150 et 100 DA le kilogramme, a-t-on signalé. L'agrumiculture est restée ces

dernières années dans la wilaya de Mostaganem stable en termes de production grâce à la maîtrise des techniques, au soutien de l'Etat aux producteurs, à la vulgarisation agricole et au suivi assuré par la station régionale de protection des végétaux. Différents types d'agrumes sont produits dans la wilaya, notamment la Thomson Navale, la Washington Navale, la Sanguine, ainsi que de petits fruits tels que la Clémentine, la mandarine et le citron. La wilaya occupe la deuxième place au niveau national avec 1,29 quintal et représente plus de 9% de la production nationale d'agrumes.

A. H. / APS



## Tlemcen

## Mise en service de cinq transformateurs électriques de haute tension depuis début 2019

Cinq transformateurs électriques à haute tension ont été mis en service dans la wilaya de Tlemcen depuis le début de l'année 2019, a indiqué la direction de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO). La réception et la mise en service de cinq transformateurs électriques à travers les communes de Ghazaouet, Mansourah, Remchi, Sidi Abdelli et Beni Bahdel permettra d'éviter des coupures de courant durant la saison d'été, a expliqué la chargée d'information à la SDO, Zerrouki Hind. Ces transformateurs électriques, dont le coût dépasse les 30 millions DA, réalisés par la SDO de Tlemcen, devront contribuer à alléger la tension exercée sur le reste des transformateurs à haute tension au nombre de neuf, a-t-elle ajouté. Au cours de la même période, deux lignes électriques souter-

raines à moyenne tension ont été réalisées au centre-ville de Tlemcen sur 12 kilomètres de long, afin de renforcer l'alimentation électrique des habitants de cette ville et la création de 33 prises électriques de basse tension dans différentes communes

pour éviter les interruptions et les coupures, a-t-on poursuivi. Pour garantir la fourniture de l'électricité aux citoyens, surtout en saison estivale, la direction de Tlemcen de la SDO a mobilisé ses agents pour effectuer un contrôle périodique des sous-

stations électriques ainsi que l'inspection et la maintenance de 523 km de réseau électrique de la wilaya de basse et moyenne tension. «Les équipes de maintenance ont été doublées dans la commune de Marsa Ben Mhidi pour intervenir en cas de coupu-

re de courant ou de panne d'électricité, de par l'affluence des estivants en été dans cette commune côtière», a ajouté le responsable.

Nabila T.

## Souk Ahras/ Communes de M'daourouch et Henancha Réception «début juin» de deux piscines

Deux piscines seront réceptionnées «début juin» dans les communes de M'daourouch et de Henancha (Souk Ahras), a-t-on appris du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS). Il s'agit de la réception d'une piscine semi-olympique dans la ville de M'daourouch, réalisée dans le cadre du programme des Hauts plateaux pour un montant de 300 millions de dinars, dotée de deux autres bassins, dont un

pour les enfants, et d'une piscine de proximité à Hennancha, ayant nécessité une enveloppe financière de l'ordre de 80 millions de dinars, octroyée dans le cadre du programme sectoriel, a indiqué Abdelbasset Aoun. La piscine de M'daourouch comprend une tribune de 500 places et des espaces pour des clubs de natation, a révélé le même responsable, relevant qu'un jeune staff, cadres et techniciens, assureront

la gestion des lieux et encadreront les activités sportives dans cette piscine, à travers des créneaux et des programmes dédiés aux différentes catégories de la société. Au titre du programme estival de l'année 2019, les quatre piscines de la wilaya de Souk Ahras, situées dans les communes de Henancha, M'daourouch, Taoura et au chef lieu de wilaya seront ouvertes à la baignade en coordination avec

les présidents des assemblées populaires communales (P/APC) pour mobiliser les bus du transport scolaire assurant le déplacement des jeunes vers ces espaces de détente. Organisée par le mouvement associatif, en coordination avec le secteur de la jeunesse et des sports et la Protection civile, cette opération devra durer toute la saison estivale et ciblera 24 000 enfants et jeunes de la wilaya, a assuré le DJS. Le même programme propose des excursions aux plages des wilayas de Skikda, d'El Tarf et d'Annaba, tous les dimanches et mardis durant les mois de juillet et d'août prochains, au profit de jeunes adhérents des établissements de jeunes et des associations de quartiers et de différents secteurs traitant avec la DJS. A O.

## Khenchela

## 1,73 milliard DA pour la réhabilitation des maisons de jeunes

Une enveloppe financière de 1,73 milliard DA a été débloquée pour la réhabilitation des maisons de jeunes de la wilaya de Khenchela, ont indiqué les services de wilaya. Ce montant, dégagé du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, financera l'acquisition d'équipements divers, dont des microordinateurs, des laboratoires de langues vivantes et des laboratoires audiovisuels, ainsi que de loisirs, a-t-on précisé, relevant que l'opération sera lancée «prochainement» dès l'achèvement des procédures administratives. Lors de diverses inspections des maisons jeunes à El Mehmel et Kaïs, le chef de l'exécutif local avait relevé l'état de dégradation des maisons de jeunes, notamment de ces deux communes et a recommandé aux responsables du secteur de

la jeunesse et des sports de leur accorder la priorité dans le programme de réhabilitation. Sur les 8 milliards DA accordés à la wilaya en avril dernier par le Fonds de solidarité et de garan-

tie des collectivités locales, le secteur de la jeunesse et des sports a au total bénéficié de 3,72 milliards DA pour la pose de gazon artificiel sur 135 stades de proximité, la réalisation de pis-

cines, la réhabilitation de 21 stades communaux et la réalisation d'une salle omnisports outre la réhabilitation des maisons de jeunes, selon les services de wilaya. APS

## Sidi Bel-Abbès

## Relogement de deux familles après l'effondrement du plancher de leur habitation

Deux familles qui résidaient dans la ferme Kheiredine dans la commune de Sidi Bel-Abbès ont été relogées après l'effondrement du plancher du premier étage de leur habitation ayant fait 9 blessés, a-t-on appris du chef de daïra de Sidi Bel-Abbès, Abdelkader Saadi. Les deux familles dont l'habitation a été endommagée suite à la chute du plancher ont été relogées dans deux logements neufs sur le chemin de Zerouala de Sidi Bel-Abbès, signalant que 25 familles résidant à proximité de cette ferme ont été recen-

sées. La même source a ajouté que 4 autres familles résidant à proximité de cette habitation en ruine seront relogées demain dimanche au même site en attendant d'autres opérations de recasement des autres familles, soit 19 familles la semaine en cours après achèvement des procédures administratives. Des familles ont demandé au wali, lors de son inspection de la situation, une intervention rapide en vue de les évacuer et les reloger dans des logements décentes eu égard à l'état de leurs habitations menaçant ruine. Pour rap-

pel, neuf personnes membres de deux familles ont été blessées à des degrés différents de gravité, soit cinq enfants âgés entre 10 mois et 10 ans, de deux femmes (33 et 38 ans) et de deux hommes (41 et 51 ans). Les victimes évacuées vers le CHU «Abdelkader Hassani» de Sidi Bel-Abbès, où elles ont été prises en charge. Six d'entre elles ont quitté l'hôpital. Seule une femme et ses deux enfants sont gardés au service de chirurgie traumatologique. Leur état est actuellement stable, a-t-on indiqué. R. R.

Libye

## Deux morts dans une attaque de «Daech» dans le centre

■ Deux gardes ont été tués dans une attaque du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (El/Daech) contre un barrage de sécurité dans le centre de la Libye, ont rapporté des médias.

Par Mondji Y.

Les deux gardes ont été «égorgés» et quatre autres ont été enlevés par le groupe terroriste dans l'attaque qui s'est produite tôt samedi près d'un champ pétrolier dans la localité de Zella, à 800 km au sud-est de la capitale Tripoli, ont précisé les médias citant une source militaire. La même source a indiqué que «l'attaque terroriste» avait été repoussée, sans autre détail.

Des forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen avaient chassé en décembre 2016 Daech de Syrte, principal bastion terroriste en Libye situé à 450 km à l'est de Tripoli. Mais même affaiblis, les terroristes constituent toujours une menace persistante pour le pays frappé par plusieurs attentats meurtriers.

### Les forces du GNA se dotent de dizaines de blindés

Les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli ont annoncé samedi avoir acquis des dizaines de blindés en renfort pour repousser les troupes du maréchal Khalifa Haftar qui mènent une offensive contre la capitale libyenne. «Le GNA fournit à ses forces qui défendent Tripoli des blindés, des munitions et des armes qualitatives, en préparation à une

vaste opération pour anéantir les rebelles du criminel de guerre, le rebelle Haftar», a indiqué sur sa page Facebook le bureau média du «Volcan de la colère», nom donné à la contre-offensive du GNA. Ce bureau a publié des photos de dizaines de véhicules blindés sur le quai du port de Tripoli. D'autres photos circulant sur les réseaux sociaux montrent des véhicules déchargés d'un cargo au nom d'Amazon. Le



maréchal à la retraite Khalifa Haftar mène depuis le 4 avril une offensive pour tenter de conquérir Tripoli. Toutefois, ses troupes

font face à une opposition farouche de la part des forces du GNA reconnu par la communauté internationale. Les posi-

tions militaires sont figées, mais des combats ont toujours lieu aux portes de Tripoli, notamment dans la banlieue sud. M. Y.

Tunisie

## BCE appelle à l'élaboration du projet de la loi organique garantissant la liberté d'expression

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a reçu vendredi, au palais de Carthage, une délégation du Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA), conduite par son président Nouri Lajmi.

Cité dans un communiqué de la Présidence de la République, Nouri Lajmi a indiqué que «l'entretien a porté sur l'évolution du paysage médiatique et les difficultés rencontrées par la HAICA en attendant la mise en place de l'instance de la communication audiovisuelle».

L'entretien a permis également de passer en revue les activités et les programmes de l'ins-

tance de régulation audiovisuelle afin de faire réussir les prochaines échéances électorales, ajoute la même source.

L'accent a été mis en outre sur «la détermination de l'instance à poursuivre l'organisation du paysage médiatique dans le cadre de la loi, en dehors des pressions et à l'abri des tiraillements politiques».

De son côté, le chef de l'Etat a appelé à la nécessité d'accélérer l'élaboration du projet de la loi organique garantissant la liberté d'expression et de la communication audiovisuelle autour duquel s'accorderont toutes les parties concernées.

Caïd Essebsi a également salué le travail de la HAICA en

matière de régulation du paysage médiatique audiovisuel malgré les difficultés et les lacunes, relevant l'importance d'y remédier dans les plus brefs délais.

«La consolidation de la liberté de la presse et des médias est irréversible», a affirmé le Président de la République, insistant sur l'obligation pour toutes les parties de se conformer aux normes juridiques en vertu du décret-loi n° 2011-116 du 2 novembre 2011, relatif à la liberté de la communication audiovisuelle et portant création de la HAICA.

«Il y a lieu aussi, a ajouté le président de la République, d'œuvrer à identifier les solutions appropriées aux différents pro-

blèmes que connaît le secteur pour une information libre, pluraliste et responsable contribuant au renforcement du processus démocratique en Tunisie».

### Parution au Jort du décret sur l'interdiction du financement du terrorisme

Le décret gouvernemental n°2019-419 fixant les procédures d'exécution des décisions des instances onusiennes compétentes portant sur l'interdiction du financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive a été publié au dernier numéro du Journal officiel de la République tunisienne (JORT).

L'article premier du décret fixe les procédures d'exécution de plusieurs articles de la loi organique n°2019-09 particulièrement en ce qui concerne le gel des biens des personnes ou organisations dont le lien avec des crimes terroristes est établi par la Commission nationale de lutte contre le terrorisme ou par les organismes internationaux compétents.

Le présent décret vient modifier et remplacer le décret n°2018-1 à la lumière des amendements apportés à la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.

La loi amendement et complétant la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015 relative à la lutte contre le terrorisme a comporté des modifications concernant le gel des avoirs des terroristes et des organisations terroristes et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

Ladite loi a également accordé de nouvelles attributions à la Commission nationale de lutte contre le terrorisme.

Amel Belhadji Ali

Di avec TAP

Commentaire/Tunisie-ISIE

## Quand ceux financés par les morts s'insurgent contre les inscrits vivants !

C'est bien grâce à un exercice «démocratique» taillé sur mesure, depuis l'instance Iadh Ben Achour jusqu'à la Constituante, que la Nahdha est aujourd'hui au pouvoir et détient tous les pouvoirs en Tunisie malgré son incompétence, son claudisme et sa tendance à servir plus les intérêts de ses bailleurs de fonds turco-qataris que notre mère patrie !

Il est donc plus que surprenant de voir l'un de ses dirigeants considérer les efforts de l'ISIE – pour inciter le plus grand nombre de Tunisiens à s'inscrire sur des listes électorales – de tentative de gonfler le registre électoral à des fins occultes.

Ceci est d'autant plus surprenant que le parti qui s'insurge contre l'ISIE qui réalise, contre toute attente, un nombre d'inscrits record, a lui-même été financé par des personnes décédées, comme en témoigne le rapport de la Cour des comptes.

Pour le dirigeant nahdhaoui, il y aurait des parents qui avaient trouvé leurs enfants inscrits alors que ces derniers n'avaient pas procédé par eux-mêmes à leur propre inscription. «Nous sommes pour une plus grande mobilisation mais pas pour gonfler le registre électoral ou encore que l'on procède à l'enregistrement électronique. Il faut que l'électeur

se déplace lui-même pour aller s'inscrire dans un bureau de vote, sinon il n'est pas sûr qu'il accomplisse son devoir électoral». Drôle de raisonnement, les morts qui ont offert des dons à la Nahdha se seraient-ils donc déplacés eux-mêmes pour injecter de l'argent liquide dans ses caisses ?

Réponse de l'ISIE : il s'agit de cas isolés qui ne dépassent pas les 15, ce qui ne peut donc pas être généralisé sur l'ensemble des nouveaux inscrits dont le nombre s'élève à 910 000 personnes. Parmi les nouveaux inscrits, figurent 30% de jeunes dont l'âge se situe entre 18 et 30 ans et près de 55% de femmes.

Alors, ces nouveaux électeurs représenteraient-ils une menace pour un parti sûr de sa victoire si l'on en croit les déclarations de son président ?

Nebil Baffoun, président de l'ISIE, a déclaré à WMC que l'Instance est en train de jouer son rôle de sensibilisation et de mobilisation pour couvrir le plus large électoral possible. Depuis l'ouverture des enregistrements, 100% des lycées et des universités ont été couverts par les agents de l'instance dont le nombre dépasse les 3 000 sans oublier les cafés, les zones rurales, les centres névralgiques de commerce et les zones indus-

triels ainsi que les établissements publics et privés où les agents de l'ISIE se sont rendus pour procéder à l'enregistrement de nouveaux électeurs sur les listes électorales.

Dans des pays démocratiques comme la France qui a accordé un soutien inconditionnel au parti islamiste tunisien, chaque Français majeur est inscrit automatiquement sur les listes électorales, la seule condition est qu'il ait effectué les démarches de recensement citoyen au moment de ses 16 ans.

Les déclarations du parti islamiste visent-elles à susciter des doutes quant à la probité de l'Instance ?

«Si la montagne ne vient pas à Mahomet, Mahomet ira à la montagne», un adage que l'ISIE a bien mis en pratique cette fois-ci en allant chercher les électeurs potentiels là où ils se trouvent et en les incitant à accomplir leur devoir électoral. La démocratie, si réellement on y croit, ne doit pas et ne peut être un costume cousu à la taille des plus «riches», des plus corrompus ou de ceux qui usent de la foi des gens et investissent dans leur pauvreté pour les «avoir». Au contraire, elle doit permettre à tous et à toutes de choisir qui doit décider de leur avenir et de ceux de leurs enfants pour eux et au mieux de leur intérêt !



Opep

# Réunion sur fond de tensions dans le Golfe

■ Les principaux pays membres de l'Opep et d'autres producteurs majeurs, dont la Russie, se réunissent hier en Arabie saoudite avec pour objectif de stabiliser le marché pétrolier dans un contexte de vives tensions dans le Golfe qui menace les approvisionnements mondiaux en brut.

L'Iran, également membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), sera absent de la rencontre à Jeddah (ouest). Mais le pays devrait être au cœur des discussions qui interviennent quelques jours après des «actes de sabotage» sur des navires dans le Golfe, et après des attaques contre un oléoduc saoudien revendiquées par les rebelles yéménites soutenus par Téhéran. Ces discussions ont aussi lieu sur fond de chute des exportations de brut iranien, provoquée par les sanctions imposées par Washington contre Téhéran. Aucune décision ne devrait toutefois être prise par l'organisation, qui devrait examiner le respect d'engagements

pris l'an dernier sur une baisse de la production et formuler des recommandations avant une réunion-clé fin juin, à laquelle participera l'Iran. Le président américain Donald Trump avait affirmé en avril que l'Arabie saoudite et d'autres pays de l'Opep avaient accepté d'augmenter leur production de pétrole pour en faire baisser les cours. Malgré la chute des exportations de pétrole iranien et vénézuélien et une baisse de la production des membres de l'Opep à hauteur de 1,2 million de barils par jour depuis janvier, les stocks de brut continuent d'augmenter, selon le ministre émirati de l'Energie, Souheil al-Mazrouei. Les producteurs doivent encore s'efforcer d'équilibrer le marché, a déclaré

le ministre à son arrivée à Jeddah samedi, une façon de souligner que toute accélération de la production pourrait entraîner une chute des prix similaire à celle de fin 2018. L'Opep et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont indiqué que la production mondiale de pétrole avait baissé en avril en raison du renforcement des sanctions américaines contre l'Iran et de la décision de limiter les extractions. Selon l'AIE, la production iranienne de brut était de 2,6 millions de barils par jour en avril, contre 3,9 millions en avril 2018, un mois avant le retrait unilatéral de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. A son plus bas niveau en cinq ans, la production iranienne pourrait chuter en mai à des niveaux sans précédents depuis la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les exportations iraniennes passeront de 1,4 million de barils par jour en avril à environ 500 000 en mai, contre 2,5 millions de barils en temps normal, d'après le cabinet Kpler. Les données de Kpler montrent que les membres de l'Opep ont tenu leurs engagements de baisse de la production. Mais les exportateurs craignent qu'une hausse précipitée de la production n'entraîne un nouveau surplus. Les tensions ont monté d'un cran dans le Golfe après des «actes de sabotage» de trois pétroliers, dont deux saoudiens et un norvégien, et d'un cargo émirati, au large des Emirats arabes unis et



R. A. D. R.

une attaque de drones, revendiquée par les rebelles Houthis yéménites, ayant endommagé un oléoduc saoudien. Ryad a accusé l'Iran d'avoir ordonné l'attaque, qui a visé une cible pétrolière développée pour contourner le détroit d'Ormuz, que l'Iran menace de fermer en cas de conflit avec les Etats-Unis. Début mai, Washington a dépêché un porte-avions et des bombardiers B-52 dans le Golfe. L'Arabie saoudite «ne veut pas une guerre avec l'Iran», a affirmé hier le ministre d'Etat saoudien aux Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, tout en assurant que Ryad était prêt «à se défendre». Le prince héritier saoudien

Mohammed ben Salmane s'est entretenu samedi au téléphone avec le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo des mesures à adopter pour renforcer la sécurité dans la région, selon l'agence officielle saoudienne SPA. Ryad a demandé samedi la convocation de sommets extraordinaires du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de la Ligue arabe pour discuter de l'escalade des tensions, a ajouté SPA. Le ministre de l'Energie saoudien, Khaled al-Faleh, avait affirmé en avril que Ryad était prêt à augmenter ses extractions pour compenser la baisse des exportations iraniennes.

Rosa C.



## Impuissance

Adversaire

Par Fouzia Mahmoudi

Si les manifestations anti-Trump et les initiatives des démocrates pour le lancement d'une procédure de destitution du président républicain se sont largement raréfiées, c'est surtout parce que les opposants de Donald Trump sont aujourd'hui focalisés sur la prochaine élection américaine de novembre 2020. Les démocrates semblent en effet certains de remporter le prochain scrutin présidentiel et préfèrent diriger leurs efforts à la mise en application de cet objectif. Pourtant, d'autres continuent de penser que Donald Trump doit quitter la Maison-Blanche avant même la fin de son mandat. C'est le cas notamment de l'élu républicain Justin Amash qui estime que le président américain a eu un comportement pouvant conduire à son «impeachment», devenant ainsi le premier parlementaire conservateur à appeler à sa destitution. Cet élu du Michigan a également accusé le ministre de la Justice, Bill Barr, d'avoir «déliré» induit le public en erreur au sujet de la teneur de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Dans une série de tweets, l'élu républicain a déclaré que «peu d'élus du Congrès ont lu le rapport Mueller» qui fait état «de nombreux exemples de comportements» pouvant correspondre à la qualification d'«obstruction à la justice». «Il ne fait aucun doute qu'une personne qui ne serait pas présidente des Etats-Unis serait inculpée sur la base de telles preuves», a-t-il soutenu. «Contrairement à la description qu'en fait M. Barr, le rapport Mueller révèle que le président Trump a pris des mesures et a eu un comportement proche de l'impeachment», a poursuivi Justin Amash, élu issu du Tea Party. Ces propos vont encore plus loin que ceux de la plupart des élus démocrates au Congrès. Une élue démocrate du Michigan, Rashida Tlaib, a aussitôt exhorté Amash à cosigner sa résolution de destitution. Dans son rapport de près de 450 pages, Robert Mueller a exonéré Donald Trump des soupçons de collusion avec Moscou, mais a décrit une dizaine de pressions exercées par le président républicain sur l'enquête. S'estimant totalement blanchi, Donald Trump n'a de cesse de dénoncer une coûteuse «chasse aux sorcières». Certains démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants, estiment que certains éléments du rapport démontrent que le président «a entravé la justice», notamment la sénatrice et candidate à la présidentielle américaine Elizabeth Warren qui appelle à la destitution de Donald Trump. La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, est plus prudente, soulignant qu'une telle procédure pourrait profondément diviser le pays. Les chefs démocrates craignent en effet de brouiller leur message électoral à l'horizon des élections présidentielle et parlementaires de 2020 avec une procédure explosive de destitution qui serait vouée à l'échec avec un Sénat républicain. Car si Justin Amash semble décidé à garder sa position à l'encontre de Trump, il sera bien le seul, même les opposants républicains les plus farouches du président américain à l'époque de la campagne présidentielle de 2016, se sont depuis rangés bon gré mal gré derrière le commandant en chef des Etats-Unis. Il ne reste plus aux adversaires de Trump qu'à attendre le scrutin de 2020 pour lui faire quitter la Maison-Blanche, à moins que les électeurs américains, séduits par un bilan économiquement positif, décident de lui octroyer un second mandat à la tête de leur pays.

F. M.

Australie

## Le conservateur Scott Morrison savoure sa victoire «miracle»

Le Premier ministre conservateur australien, Scott Morrison, savourait hier sa victoire «miracle» aux élections législatives, saluée par le président américain Donald Trump, qui ouvre la course à un nouveau chef dans le camp travailliste défait. «J'ai toujours cru aux miracles. Comme l'Australie est formidable !», a lancé samedi Scott Morrison, 51 ans, à ses partisans réunis à Sydney, saluant les Australiens de la majorité silencieuse. La coalition formée par le Parti libéral et le Parti national (conservateur) a déjoué tous les pronostics samedi en remportant des élections qui semblaient promises par les sondages à l'opposition travailliste, après six années de gouvernement du centre-droit dans l'immense île-continent. Reste à savoir si la coalition aura la majorité absolue, ou si elle devra aller courtoiser des élus indépendants. Les dernières projections de la Commission électorale australienne, hier, indiquaient qu'il manquait six sièges à la coalition pour atteindre la barre des 76 nécessaires pour avoir la majorité absolue à la Chambre des représentants. Les projections

de la chaîne ABC donnent la coalition libérale-nationale à 73 sièges. La tâche de M. Morrison pourrait donc s'avérer compliquée car il pourrait devoir chercher le soutien des indépendants, soucieux d'écologie. Sachant qu'il marchera aussi sur des oeufs dans son propre camp puisqu'il ne pourra se permettre aucune défection dans la coalition. Cette victoire surprise faisait la Une hier de la presse australienne : «Le miracle de ScoMo», titrait en «une» le «Herald Sun» en citant le surnom du Premier ministre de 51 ans, que certains qualifiaient déjà de «légende». Le président américain Donald Trump a salué la victoire de M. Morrison dans un tweet, les deux hommes s'engageant ensuite par téléphone à poursuivre une «coopération étroite sur nos priorités communes», selon la Maison-Blanche. Le Premier ministre transforme donc l'essai, après avoir succédé l'été dernier à Malcolm Turnbull à l'issue d'un «putsch» interne à leur Parti libéral. Mais après trois décennies de robuste croissance économique, les perspectives économiques pour l'Australie s'assombrissent, et M. Morrison devra

trouver le moyen de financer un budget fondé sur des prévisions de croissance dépassées. On ignore en outre ce que sera sa politique car il a finalement fait peu de promesses lors de sa campagne, à part celle de baisser les impôts. Donné perdant du scrutin par les instituts de sondage, il a passé la campagne, non pas à expliquer son projet, mais à dénoncer celui de son concurrent travailliste Bill Shorten, présentant ses propositions fiscales et environnementales comme risquées pour l'économie nationale. Il a aussi joué sur les difficultés de son rival à vendre son programme fiscal très complexe. Il se peut que les Australiens aient voté contre M. Shorten plutôt que pour M. Morrison. «Il a mené une campagne de dénigrement de haut vol contre M. Shorten et les travaillistes», a expliqué à l'AFP Tony Walker, chercheur à La Trobe University. Le Premier ministre n'a cessé de matraquer sa formule choc présentant aux électeurs son adversaire comme «le «Bill» que vous ne pouvez pas vous permettre» dans un jeu de mot sur le prénom de M. Shorten qui signifie aussi «facture» en anglais.



Film de Mounia Meddour, coproduit par «Machaho» de Hadjadj

# «Papicha» chaleureusement accueilli à Cannes

■ Réalisé par Mounia Meddour, fille du regretté Azzedine Meddour (La montagne de Baya), et coproduit par la société de production Machaho de Belkacem Hadjadj, «Papicha» est programmé dans la section «Un certain regard» à Cannes, plus grand festival mondial de cinéma.

Par Naima S.

Après la projection et la standing ovation du public qui a duré dix minutes, la critique s'est montrée très élogieuse pour le film, sa réalisatrice, le thème traité ainsi que l'équipe de comédiennes algériennes.

Sous le titre «Papicha, ou la quête de liberté de jeunes filles en Algérie», Yoann Sardet du site de cinéma AlloCiné, dans la livraison du 17 mai, ne tarit pas d'appréciation très favorable en écrivant :

«Avec «Papicha», Mounia Meddour signe son premier long métrage, présenté dans la Section Un Certain Regard. Un portrait de femme(s) puissant, véritable claque pour de nombreux festivaliers.

Papicha, c'est avant tout le regard d'une actrice, Lyna Khoudri. Un regard insoumis, libre, résistant, courageux, alors que l'Algérie des années 90 cède chaque jour un peu plus devant l'intégrisme religieux. Stylise en devenir, à la tête d'un gang de «papichas» (surnom donné aux jeunes filles d'Alger) extrêmement attachantes, son personna-



La réalisatrice Mounia Meddour aux côtés du producteur Belkacem Hadjadj

ge de Nedjma refuse de renoncer à ses rêves malgré les menaces et les violences.

L'Algérie change, certain(e)s renoncent, mais pas Nedjma, habitée par son projet d'organi-

ser un défilé de robes cousues dans des haïks, vêtement traditionnel maghrébin.

Le propos est fort, l'interprétation puissante, la réalisation de Mounia Meddour juste. Notamment lors d'une scène muette littéralement glaçante. La réalisatrice, qui signe ici son premier long métrage, s'est inspirée de son propre vécu en cité universitaire à Alger durant la décennie 90. C'est donc un peu de son histoire qu'elle raconte, à travers celle de Papicha. L'histoire de jeunes femmes qui malgré les désillusions et les obstacles, malgré la mort, ne renoncent pas. Le film, dont la projection officielle s'est achevée sur dix minutes d'applaudissements pour l'équipe, s'est imposé comme la claque du jour sur la Croisette. Et clairement l'un des incontournables de la quinzaine.

Cet accueil est d'excellent augure pour la carrière en salles et dans les prix pour «Papicha», sa place en affiche au prestigieux festival de Cannes «Un certain regard» étant en soi une forme de consécration. Félicitations donc à la réalisatrice Mounia Meddour et cinéaste-producteur Belkacem Hadjadj.

N. S.

## Médéa

### Virée thématique au site de l'antique «Rapidum»

Une virée thématique a été organisée à l'occasion du Mois du patrimoine au site de l'antique «Rapidum», dans la commune de Djouab, Est de Médéa, au profit d'étudiants en archéologie et histoire de l'université Yahia-Fares de Médéa pour une «immersion» dans les profondeurs de cette cité.

Initiée par la direction de la Culture, en collaboration avec le Centre national de recherches en archéologie et les instituts d'archéologie et d'histoire de l'université de Médéa, cette virée avait pour objectif de «reconstituer, à l'aide de plans et de cartes anciennes, une image de ce que fut cette ville, et d'essayer de l'imaginer telle qu'elle l'était, il y a plusieurs siècles de cela», a indiqué à l'APS le chef de service patrimoine à la direction locale de la culture, Mohamed Merbouche.

Le travail de reconstitution auquel se sont prêtés volontiers chercheurs et étudiants, a permis aux participants d'imaginer la conception et l'architecture de ce vestige historique, à travers une superposition entre les graphiques et les cartes du site avec ce qui reste de cette cité antique, a-t-il expliqué, ajoutant que cette reconstitution imaginative tend à faciliter l'identification des éléments clés de la cité (bâtisses, murailles, ruelles et

voies de communication) de les localiser au milieu de des amas de blocs de pierres jonchés sur le sol et de disposer de points de repère pour se déplacer d'un endroit à un autre, comme le faisaient, autrefois, les habitants de cette cité romaine, fondée en l'an 122.

Une démonstration d'une fouille «virtuelle» a été animée sur place par les chercheurs Kamel Medad, Kheira Ali Hamza et Mahfoud Kessar, du Centre national de recherches en

archéologie (Cnra), et qui était destinée à apprendre aux jeunes étudiants comment explorer un site historique, collecter des indices ou des données susceptibles d'aider à mieux connaître le lieu et son histoire, a-t-il fait savoir.

«Rapidum» fut édifié du temps de l'empereur Publius Aelius Hadrianus qui régna entre 117 et 138 de l'ère chrétienne. La cité était à l'origine un camp militaire regroupant quelque 500 soldats, entre fantassins et cavaliers,

avant de connaître des transformations par la suite et devenir un grand centre urbain. La cité était composée, à ses débuts, de trois quartiers occupés par des vétérans de la légion romaine et des autochtones romanisés, puis se développa rapidement, grâce au commerce et aux trocs, mais aussi pour des raisons de sécurité et de désir de fixation des gens, jusqu'à comptabiliser, entre l'an 167 et 250 après JC, pas moins de 8 000 habitants,

ce qui équivalait à une population des grandes villes côtières. Suite à une décision de l'empereur Setimus Severus, la garnison militaire stationnée à «Rapidum» est déplacée vers «Altava», près de «Pomaria» (Tlemcen), marquant ainsi le début de déclin de la cité, qui se vida complètement de ses habitants à cause des guerres livrées par différents opposants à l'occupation romaine, entre 270 et 275 après J.C.

Racim C.

## Skikda

### Des antiquités en péril en quête d'un nouveau musée

La réalisation d'un nouveau musée d'archéologie à Skikda fait depuis plusieurs années l'objet d'une requête récurrente et insistante d'un grand nombre de spécialistes afin de sécuriser des antiquités en péril, comme l'a affirmé samedi l'archéologue et ancien directeur du musée de Skikda, Mahieddine Chebli.

L'archéologue a indiqué à l'APS que la réalisation d'un nouveau musée d'archéologie est impérative en raison du sérieux état de détérioration dans lequel se trouve l'actuel musée de Skikda qui subit les éléments extérieurs et plus partiellement l'humidité.

«Cela fait presque quarante ans maintenant que les intellectuels de la wilaya de Skikda essaient en vain de convaincre les responsables concernés d'inscrire le projet de réalisation d'un nouveau musée dans le but de sécuriser le patrimoine archéologique

de toute la wilaya», a-t-il révélé. A leur grande déception, les passionnés locaux d'histoire et d'archéologie ont longtemps attendu ce projet qui, selon Chebli, devait initialement voir le jour près de «Dar El Moualim» au centre ville Skikda, pour ensuite changer d'emplacement et être réalisé à «la Cité Ben Houria», et finira par définitivement tomber aux oubliettes sans qu'aucune explication ne soit donnée.

Le musée de Skikda, situé près du siège de l'Assemblée populaire communale et du centre culturel Hacem-Chebli, offre l'opportunité à ses visiteurs d'apprécier tout au long de l'année pas moins de 110 objets archéologiques datant de plusieurs époques historiques, faisant de cet endroit le lieu privilégié de bon nombre de chercheurs et d'universitaires, a souligné son gérant, M. Hakim Tayyar. «Au-delà des objets qui y sont expo-

sés, il faut absolument souligner la forte valeur archéologique du musée lui-même, qui déjà à l'époque romaine servait de réservoir d'eau alimentant les bains de la ville», a indiqué M. Tayyar avant de rappeler que le musée a été inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques en 2013.

Ce musée a ouvert ses portes au public lors de l'inauguration du centre culturel Hacem-Chebli en 1987, a-t-on encore détaillé.

Mettant en avant des trésors archéologiques allant de la préhistoire à l'époque coloniale en passant par l'époque romaine où encore punique, l'on peut notamment y découvrir une immense statue d'Antoine le pieux, divers objets funéraires, des colonnes, des ustensiles en terre cuite, ainsi que des manuscrits et de vieux ouvrages.

Yanis F./APS



Le Havre

## Ferhat meilleur passeur de la Ligue II

L'AILIER international algérien du Havre AC, Zinédine Ferhat, a terminé en tête du classement des passeurs du championnat de Ligue 2 française de football, en compagnie de Kevin Fortune (Troyes) et de Franck Honorat (Clermont Foot) avec 9 passes chacun, au lendemain de la 38<sup>e</sup> et dernière journée de la compétition. Pour son dernier match, Le Havre s'est incliné à la maison face à Lorient (2-3). Ferhat s'est illustré lors de cette rencontre en signant sa 9<sup>e</sup> offrande et en marquant son 5<sup>e</sup> but de l'exercice. L'ancien joueur de l'USM Alger a été impliqué dans 14 buts, devançant

Alimami Gory (11 buts et 3 passes décisives). Meilleur passeur de la Ligue 2 la saison dernière avec 20 offrandes (record de la division), le natif de Bordj Menaïel (Est d'Alger) avait rejoint le doyen des clubs français en 2016 pour un contrat de trois ans. En fin de bail en juin prochain, Ferhat pourrait quitter le club normand pour un club de Ligue 1, lui qui était déjà courtisé par des clubs de l'élite l'été dernier. Ferhat (26 ans) n'a pas été convoqué en équipe nationale depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la barre technique en août 2018, en remplacement de Rabah Madjer.

FC Metz

## Boulaya restera au club

L'INTERNATIONAL algérien du FC Metz, Farid Boulaya, a décidé de prolonger son contrat avec les Grenats à quelques semaines du début du mercato d'été, selon les informations du quotidien sportif «L'Equipe».

Le milieu de terrain de 26 ans a signé une prolongation de

contrat qui le lie désormais au club messin jusqu'en juin 2022.

Le milieu offensif a réalisé une très bonne saison avec le championnat de Ligue 2, il a été impliqué directement dans 13 buts des siens. Il a inscrit six buts et offert sept passes décisives.

Semplici (SPAL)

## «Fares deviendra un excellent joueur»

LE COACH du club italien de SPAL, Leonardo Semplici, s'est exprimé au sujet de l'international algérien, Mohamed Fares, en conférence de presse après la défaite de ses hommes (3-2) face à l'Udinese. L'ancien défenseur italien a déclaré : «Fares a besoin de temps pour progresser. Une fois qu'il sera capable d'exprimer toutes ses qualités sur le terrain, il deviendra un excellent joueur».

Le technicien de 51 ans a ajouté : «Ça fait très plaisir de voir qu'il suscite l'intérêt des grands clubs». Le défenseur de 23 ans est lié au club du Hellas Verona jusqu'en juin 2021. Il a été prêt, lors du mercato d'été dernier, une saison à SPAL.

Mohamed Fares est pisté par de nombreux clubs de Serie A lors des derniers mois. Il s'agit notamment de Naples, du Milan AC ou encore de l'AS Rome.

Sport scolaire / Mondiaux d'athlétisme

## L'EN décroche la 8<sup>e</sup> place en garçons et la 13<sup>e</sup> en filles

LES SÉLECTIONS algériennes ont décroché la 8<sup>e</sup> place en garçons et la 13<sup>e</sup> en filles aux Championnats du monde scolaires d'athlétisme, organisés du 13 au 18 mai à Split (Croatie). Les garçons ont totalisé 870 points, assez loin derrière les vainqueurs de Chine Taipei (852 pts), au moment où l'Angleterre et la France ont complété le podium, avec respectivement 844 et 835 points. De leur côté, les filles ont glané 670 points dans des épreuves remportées finalement par l'Angleterre avec 853 unités, devant la France (817 pts) et le Brésil (804 pts). Les résultats des sélections algériennes étaient un peu moins reluisants dans les classements «par écoles», puisque les filles ont terminé à la 22<sup>e</sup> place, alors que les garçons se sont contentés de la 23<sup>e</sup> position. L'Algérie était représentée par l'Ecole de filles de Biskra qui a totalisé 425 points, assez loin derrière les Allemands du Sportgymnasium

Magdeburg, grandes gagnantes de la compétition avec 768 points, devant The Pymble Ladies College (Australie/765 pts) et le Lycée Uruguay-France Avon (France/736 pts). Chez les garçons, l'Algérie était représentée par le lycée Bourached (Aïn-Defla) qui a récolté un total de 531 points qui ont cependant tout juste suffi à lui offrir la 23<sup>e</sup> place. Ces épreuves ont été remportées par The Trinity Grammar School of Sydney (Australie/832 pts), devant El Colegio Base de Madrid (Espagne/823 pts) et The Taichung Municipal Dajia Senior High School (Chine Taipei/805 pts). Les Championnats du monde scolaires d'athlétisme Jean-Humbert se sont déroulés à Split en présence de plus de 900 athlètes issus de 40 pays dont 24 Algériens. La compétition s'est disputée en deux parties : entre sélections et inter-écoles.

Manchester City

# Mahrez réussit sa saison

■ Même s'il est passé par des moments quelque peu difficiles avec un temps de jeu insuffisant depuis qu'il a rejoint les Citizens de Manchester City, il n'empêche que l'attaquant algérien Riyad Mahrez a réussi une saison honorable.

Par Mahfoud M.

Après le titre de champion de la Première League acquis il y a quelques jours seulement, Mahrez a réussi à décrocher un autre titre, à savoir la FA Cup qu'il a remportée en battant en finale Watford sur le score sans appel de (6-0). L'Algérien a, encore une fois, brillé lors de cette rencontre en effectuant un match de haute facture, lui qu'on disait ne pas s'être acclimaté avec son nouveau club après avoir débarqué cette saison en provenance de Leicester City avec lequel il avait déjà gagné un titre de champion d'Angleterre il y a trois ans. Mahrez, titulaire dès le coup d'envoi, est sorti à la 55<sup>e</sup>. L'international algérien décroche son quatrième titre de la saison (Community shield, League Cup, Championnat, FA Cup).

Riyad Mahrez, quatre fois titré cette saison avec Manchester City, est revenu sur le triplé historique de son club, sa saison et les ambitions de l'EN à la CAN 2019 en Egypte.

Concernant le triplé historique, l'international algérien déclare : «On est très content, on sait que ce qu'on a fait est historique, personne ne l'avait jamais fait en Angleterre, on a tout gagné dans le pays, on est vraiment fiers et heureux». Interrogé sur sa saison, le milieu indique :



Mahrez se concentrera à présent sur la CAN

«J'ai eu des périodes difficiles, des hauts et des bas, après voilà ça fait partie du cheminement, la première saison ce n'est pas facile d'arriver dans un grand club, où les joueurs sont déjà installés, où ils ont déjà gagné, l'équipe était déjà bien faite. J'essaie de faire mon petit chemin, j'ai fait une saison en demi-teinte, j'ai fait des bons trucs puis à un moment donné j'étais sur le banc, mais je suis très content. On dit qu'il faut retenir la fin, j'ai bien fini sur les deux derniers matchs qui étaient très importants pour nous à Brighton et aujourd'hui je suis

content».

Concernant les ambitions de l'Algérie à la CAN, Riyad Mahrez précisera que «ses objectifs sont les mêmes qu'ici. Il faut se fixer le but d'essayer d'aller au bout. On a cette mentalité de compétiteur, on va essayer de la transmettre à tout le monde, même si tout le monde l'a je pense en EN. On va essayer de tout donner, on a une bonne équipe mais la Coupe d'Afrique c'est un tournoi différent, ce sont des conditions différentes et voilà faut bien se préparer pour être présents».

M. M.

Arabie saoudite

## Zekri réussit le maintien à Al-Fayha

Arrivé à Al-Fayha en février avec comme objectif de sauver le club de la relégation, l'entraîneur algérien Noureddine Zekri a réussi son pari avec brio.

Alors que Al-Fayha était reléguable avant son arrivée avec seulement 4 victoires en 18 matches en championnat et une

moyenne de 0.83 points/match, Zekri a réussi à renverser la situation avec 5 victoires et 2 nuls lors des 12 dernières journées, soit une moyenne de 1.42 points/matches.

Par contre, il fallait attendre jusqu'à la dernière journée pour assurer son maintien. Al-Fayha a

battu Al-Wehda 5-2 dans l'ultime journée de championnat pour garder sa place dans l'élite saoudienne.

Zekri, qui a signé pour seulement 6 mois, devrait prolonger son contrat et continuer son aventure avec le club.

RC Relizane

## Plus de 50 millions dinars de dettes

LA DIRECTION du RC Relizane, dont l'équipe a raté de peu l'accession en Ligue 1 Mobilis, devra s'acquitter de plus de 50 millions DA, somme représentant les salaires non versés à ses joueurs, a-t-on appris du club. Du coup, le risque de voir les concernés recourir à la Chambre de résolution des litiges (CRL) de la Fédération algérienne de football est effectif, craint la même source. Tout le monde d'ailleurs croise les doigts au RCR, surtout que le président du club, Mohamed Hamri, serait sur le point de rendre le tablier. A la tête du Conseil d'administration de la société sportive par actions

(SPA) du club depuis trois années, Hamri compte ficeler, dans les prochains jours, son bilan moral et financier pour le présenter à ses pairs au Conseil avant d'acter son départ, indique-t-on de même source. Une éventualité que l'intéressé avait évoquée plusieurs fois cette saison, motivant son désir de quitter le navire pour les interminables problèmes financiers auxquels il fait face, surtout après avoir échoué à trouver de nouvelles sources de financement, au moment où l'apport des autorités locales a toujours été limité, selon ses dires. Le probable départ du président du RCR compliquerait davantage la

situation de cette formation qui aspire à retrouver l'élite, qu'elle a quittée, il y a deux saisons, dès l'exercice prochain. Le «Rapid» a terminé le championnat à la 5<sup>e</sup> place avec 50 points, distancé de deux unités seulement par le 3<sup>e</sup>, l'ASO Chlef qui a accédé en compagnie du champion et son dauphin, l'US Biskra et le NC Magra, respectivement. C'est surtout à l'extérieur que les Relizanais ont laissé des plumes, après avoir réussi presque un carton plein chez eux où ils ont obtenu 41 points sur 45 possibles, un bilan ayant fait d'eux la meilleure équipe à domicile de la Ligue 2.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Aïn Sefra

## Saisie de plus de 16 quintaux de kif traité

UNE IMPORTANTE quantité de kif traité s'élevant à 16,5 quintaux a été saisie samedi et dimanche à Aïn Safradans la wilaya de Naâma, par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les garde-frontières, la Gendarmerie nationale et les services des Douanes, a annoncé dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et suite à une embuscade tendue près de la bande frontalière dans la zone d'Aïn Diss, à Aïn Saфра, wilaya de Naâma, un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec les garde-frontières a saisi, le 18 mai 2019, une grande quantité de kif traité s'élevant à onze quintaux et trente kilogrammes, chargée sur des baudets», a précisé le MDN. Selon la même source, trois narcotrafiquants ont été arrêtés

dimanche au sud de Aïn Sefra, à l'issue d'une autre embuscade tendue par un autre détachement de l'ANP en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale et les services des Douanes. Lors de cette opération, un camion chargé de cinq quintaux et vingt kilogrammes de kif traité et un véhicule touristique ont été également saisis. «Cette opération de qualité qui a permis de saisir un total de 16,5 quintaux de kif traité, vient s'ajouter aux multiples opérations ayant mis en échec des tentatives d'introduction et de colportage de la drogue dans le territoire national, et réitère la permanente vigilance et l'entière disposition des Forces de l'Armée nationale populaire mobilisées à tous les remparts, et leur détermination à déjouer toutes tentatives d'inonder notre pays par ces substances toxiques», a estimé le MDN. O. B.

A travers plusieurs communes de Médéa

## 184 km de câbles électriques volés

PLUS de 184 km de câbles électriques ont été volés depuis le début de l'année, selon un recensement de la direction de l'électricité et du gaz de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure. Au total, vingt cas de vol de câbles électriques ont été enregistrés, entre

janvier et mai courant, au niveau de 12 communes de la wilaya, représentant un préjudice financier de l'ordre de 3,6 millions de DA, a-t-on indiqué. Le nombre de cas de vol le plus élevé a été signalé au niveau de la commune de Bouskène (est de Médéa) avec cinq cas de vol perpétrés en zones éparses, suivie des communes de Djouab (est du chef-lieu de wilaya) et Si-Mahdjoub (ouest), avec respectivement trois et deux affaires de vol, a-t-on ajouté. M. L.

## Retrait de passeports aux DG des banques L'ABEF dément

L'ASSOCIATION professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a réagi aujourd'hui à l'information selon laquelle des directeurs généraux de banques publiques et privées auraient été privés de leurs passeports. «Suite à l'article paru dans la rubrique 'Radar' du quotidien 'Liberté' du 16 mai 2019, faisant état d'un prétendu retrait des documents de voyage des premiers responsables des établissements bancaires publics et privés, [...] l'ABEF apporte un démenti catégorique à cette information, dénuée de tout fondement», indique un communiqué de l'Association.

Dans une information rapportée le 15 mai dernier, le quotidien «Liberté» affirmait, citant une «source sûre», que l'opération concernerait «les responsables des établissements bancaires publics et privés». R. N.

journée nationale de l'étudiant  
19 mai 1956 - 19 mai 2019



Loumis

Djalou@hotmail.com

Angem

## Les bénéficiaires peuvent désormais contracter un nouveau crédit

■ Désormais, il est accordé la possibilité aux citoyens ayant déjà bénéficié du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), de contracter un nouveau prêt non remboursé.

Par Meriem Benchaoua

«Les citoyens ayant bénéficié d'un prêt au titre du micro-crédit, pour l'achat de matières premières et ayant déjà remboursé la totalité du montant du premier prêt : un nouveau prêt non remboursé, au titre de l'achat de matières premières», précise ce nouveau décret, n° 19-137 du 29 avril 2019, qui complète les dispositions du décret exécutif n° 04-15

du 22 janvier 2004, fixant les conditions et le niveau d'aide accordé aux bénéficiaires du micro-crédit. Le montant du prêt non rémunéré ne saurait dépasser 100 000 dinars, selon le texte.

Toutefois, il peut atteindre 250 000 dinars au niveau des wilayas d'Adrar, de Béchar, de Tindouf, de Biskra, d'El Oued, de Ouargla, de Ghardaïa, de Laghouat, d'Illizi et de Tamanrasset.

Les anciens bénéficiaires d'un micro-crédit peuvent avoir également un nouveau prêt non rémunéré, au titre de la création d'activités, destiné à l'acquisition de petits matériels et matières premières nécessaires au démarrage du projet, complétant l'apport personnel du bénéficiaire et le crédit bancaire.

Le montant de ce prêt non rémunéré est fixé à 29 % du coût global de l'activité, qui ne saurait dépasser 1 million de dinars, ajoute le décret. Pour rappel, le gouvernement avait décidé d'accorder de nouveaux avantages aux jeunes chômeurs pour les encourager à demander des micro-crédits dans le cadre de l'Agence nationale du micro-crédit (Angem), afin qu'ils puissent monter leurs petits projets et ainsi mettre fin à leurs problèmes financiers au quotidien.

A ce titre, l'Angem comptait lancer, en 2019, quelque 47 000 nouveaux projets dans plusieurs domaines, notamment l'agricul-

turé, l'environnement et la solidarité en faveur des jeunes chômeurs.

En outre, les candidats aux micro-investissements bénéficieront désormais d'encouragements. Il s'agit de nouvelles mesures de facilitation visant l'allégement des dossiers des demandeurs de micro-crédit pour le financement bancaire de leurs micro-entreprises.

Ce n'est pas tout, les jeunes promoteurs peuvent bénéficier d'autres facilitations, indique la même source.

Il s'agit de l'introduction d'une nouvelle application permettant aux promoteurs de bénéficier de micro-crédits à partir de leur domicile. Cette mesure sera effective en février prochain.

L'Agence y a consacré une enveloppe de 181 milliards de centimes, soit 10 milliards de dinars supplémentaires par rapport à l'année précédente.

Les pouvoirs publics ont décidé de prendre cette mesure dans la perspective d'augmenter les chances d'accès aux crédits à plus de demandeurs, et de financer près de 47 731 projets au cours de l'année 2019 en faveur des jeunes chômeurs pour qu'ils puissent investir dans plusieurs activités, notamment l'agriculture, la pêche, l'environnement et enfin la solidarité.

M. B.

Sondage «Jeune Afrique»

## Le peuple algérien à la première place dans les 100 Africains les plus influents

LE PEUPLE algérien occupe la première place dans les 100 Africains les plus influents dans le classement qu'établit annuellement l'hebdomadaire «Jeune Afrique». Ce classement, dans lequel ne figure aucun chef d'Etat ni de gouvernement, place le peuple algérien, de par le mouvement politique qu'il mène depuis le 22 février dernier, au premier rang ex-aequo avec Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018. Denis Mukwege est un gynécologue et militant des droits humains congolais qui a reçu de nombreuses distinctions pour son engagement contre les mutilations génitales pratiquées sur les femmes en république démocratique du Congo. L'hebdomadaire a déterminé trois grands types de cri-

tères : l'influence proprement dite (notée sur 30), la trajectoire (sur 30), pour valoriser les personnalités en pleine ascension dans des secteurs prometteurs et la notoriété (sur 40), pour favoriser l'actualité des uns et des autres. Ainsi, le peuple algérien a obtenu 35/40 en notoriété, 24/30 en influence et 30/30 en trajectoire. Dans ce classement, les personnalités que «ce soit par la position qu'ils occupent, leur talent ou leur charisme, tous peuvent influencer sur le monde qui nous entoure, modifier notre regard sur les choses et nous inspirer, voire nous inciter à les imiter», a expliqué «Jeune Afrique». Le journaliste et écrivain Kamel Daoud est le seul Algérien qui figure à la 88<sup>e</sup> place de ce classement. Ali T.